

Manifestation en soutien aux inculpé.e.s et contre les violences policières

Ce samedi 15 octobre, en début d'après-midi, une manifestation avait lieu en soutien aux inculpé.e.s et contre les violences policières en manif, dans les quartiers populaires, envers les migrant.e.s, dans les ZAD... Environ 300 personnes ont participé à cette mobilisation : un chiffre dont on peut déplorer la faiblesse, surtout au regard du grand nombre de collectifs et

organisations signataires de l'appel. L'essentiel des manifestant.e.s semblait plutôt lié au milieu libertaire. Quelques camarades du NPA étaient également présent.e.s malgré l'absence de drapeaux visibles.



« Ni expulsion ni répression, pas de justice pas de paix », « Calais, Paris, NDDL, Bure, Beaumont, Vintimille, Amiens », pouvait-on lire sur la banderole de tête. A l'heure où le gouvernement use et abuse de ses « forces de l'ordre » et de ses cours de « justice » pour intimider, matraquer et condamner tou.te.s ceux qui osent protester et résister au pouvoir des dominants, ce mot d'ordre mettait ainsi en avant un enjeu central de la situation : la convergence des luttes. Autrement dit, entraîner dans un même mouvement d'ampleur des résistances hélas souvent dissociées : celles des migrant.e.s et sans-papier.e.s, celles contre les violences policières dans les quartiers populaires, celles contre la répression des manifestant.e.s et militant.e.s mobilisé.e.s contre les attaques du gouvernement, dans le milieu syndical mais aussi dans les ZAD.

En cohérence avec cet objectif, le parcours choisi était également chargé de sens. La manifestation est partie de la place de la République, lieu commun de plusieurs luttes de ces derniers mois. On pourra se rappeler pêle-mêle du départ réprimé de la manif interdite contre la COP21 en plein état d'urgence, du campement jour et nuit de migrant.e.s et autres expulsé.e.s à la rue exigeant des hébergements, des occupations et mobilisations tenaces des Nuit Debout, ou encore des AG interluttes contre la loi Travail qui se tenaient à la bourse du travail d'à côté... La manifestation s'est ensuite dirigée vers la Gare du Nord pour suivre le trajet du métro aérien vers Stalingrad, un secteur plutôt populaire de la capitale où l'an dernier de nombreux campements de migrant.e.s ont été violemment évacués et réprimés. Cet été, l'État a encore accentué cette répression et plusieurs campements ont continué dans un même cycle infernal de se former et d'être détruits par la police, en particulier vers l'avenue de Flandres, où la manifestation s'est terminée dans un climat tendu face à des dizaines de cars de CRS. D'ailleurs, du début à la fin de la manifestation, des rangs serrés de CRS auront accompagné de part et d'autre toute la progression de la manifestation.

Quelques prises de parole ont eu lieu pour rappeler quelques cas emblématiques de répression d'Etat (coordination contre la répression et les violences policières, Loïc de la compagnie Jolie Môme, collectif pour la libération de Georges Abdallah...). Quelques prochaines échéances de cette mobilisation appelée à durer contre la répression et les violences d'Etat ont également été données, avec en particulier pour l'immédiat la montée nationale à Amiens des 19-20 octobre prochains, en soutien au procès des 8 ex-salariés de Goodyear condamnés à 9 mois de prison ferme et pour un large rassemblement contre la répression[1].

[1] <https://paris.demosphere.eu/rv/49140>

Constanza Marcia, le 17 octobre 2016